

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, de artikelen 1, 37, tweede lid, 2°, 39, 85, § 1, 121 en 157, 171 en 172;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 oktober 1991 tot gelijkstelling van de diploma's uitgereikt in het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 april 1992 houdende bevoegdheids-overdracht inzake het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het eensluidend advies van de Algemene raad voor het onderwijs voor sociale promotie van 10 januari 2020;

Overwegende dat de Raad van bestuur van de ARES per brief van 10 januari 2020 van de Algemene raad van Het Onderwijs voor sociale promotie ter kennis werd gebracht van het pedagogisch dossier van de afdeling « Bachelor Automatisering » (code 298250S31D3),

Besluit :

Artikel 1. Het referentiedossier van de afdeling « Bachelor Automatisering » (code 298250S31D3) alsook de referentiedossiers van de onderwijsseenheden waaruit die afdeling bestaat, worden goedgekeurd.

Deze afdeling wordt gerangschikt in het gebied van de engineering- en technologiewetenschappen van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type.

22 van de opleidingseenheden waaruit de afdeling bestaat, worden gerangschikt in het gebied van de engineering- en technologiewetenschappen van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en één opleidingseenheid in het gebied van de talen, letteren en traductologie van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type.

Art. 2. Het bekwaamheidsbewijs bedoeld in het pedagogische dossier van de afdeling « Bachelor Automatisering » (code 298250S31D3) is het « Diploma "Bachelor Automatisering" ».

Art. 3. De geleidelijke omvorming van de bedoelde bestaande structuren begint ten laatste op 1 januari 2022.

De bij dit besluit bedoelde afdeling vervangt de afdeling « Bachelor Informatica en Systemen – Oriëntatie: automatisch » (code 298250S31D2).

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2020.

Brussel, 18 juni 2020.

V. GLATIGNY,

Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en de Promotie van Brussel

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/31192]

30 JUIN 2020. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et abrogeant la circulaire ministérielle du 23 mai 2011 relative aux zones résidentielles et aux zones de rencontre

La Ministre de la Sécurité routière,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, l'article 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, l'article 60.2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu la circulaire ministérielle du 23 mai 2011 relative aux zones résidentielles et aux zones de rencontre ;

Vu le rapport du 5 septembre 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 66.591/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 octobre 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière, le 1.3. est remplacé par ce qui suit :

« 1.3. Les signaux et leurs supports sont placés de manière à gêner le moins possible les usagers de la route, tant par leur placement que par leur nombre.

Les signaux sont placés de telle manière qu'ils puissent être aperçus à temps et ne soient pas masqués par des obstacles.

Implanté hors chaussée, la distance entre le bord de la chaussée et le côté du signal le plus rapproché est d'au moins 0,3 m en agglomération et d'au moins 0,5 m hors agglomération.

Sauf circonstances locales, le bord inférieur des signaux se trouve :

1° à 1,5 m au-dessus du sol sur les autoroutes ;

2° à 1 m au-dessus du sol hors agglomération sur les accotements non empruntés par les piétons et en l'absence de stationnement ;

3° à 1 m au-dessus du sol lorsque les signaux s'adressent uniquement aux cyclistes ;

4° à 0,5 m au-dessus du sol sur les îlots directionnels et les dispositifs centraux des ronds-points ;

5° à au moins 4,6 m au-dessus du sol lorsque les signaux sont suspendus au-dessus de la chaussée ;

6° à au moins 2,5 m au-dessus du sol lorsque les signaux sont suspendus au-dessus d'une voie publique ou d'une partie de la voie publique empruntée par les cyclistes ;

7° à au moins 2,2 m au-dessus du sol dans les autres cas.

La hauteur de placement des signaux visée à l'alinéa 4 peut être modifiée compte tenu des circonstances locales comme assurer une meilleure visibilité des signaux, éviter que les signaux masquent la circulation, tenir compte des véhicules qui peuvent les masquer, gêner au minimum la circulation des usagers comme les cyclistes et les piétons, les signalisations temporaires. ».

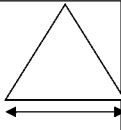
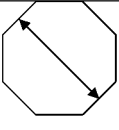
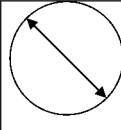
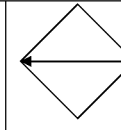
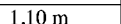
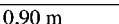
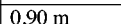
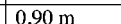
Art. 2. Dans l'article 3 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 20 juillet 1990 et 17 octobre 2001, le 3.4, alinéa 3, est remplacé par ce qui suit :

« Ces feux peuvent uniquement être placés aux endroits où il existe une piste cyclable munie d'un signal D7 ou D9 ou lorsque le chemin ou partie de la voie publique est réservé à certains usagers en vertu des signaux F99a à F101c. ».

Art. 3. A l'article 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 20 juillet 1990, 19 décembre 1991, 9 octobre 1998, 14 mai 2002, 18 décembre 2002, 27 novembre 2003, 26 avril 2004, 29 janvier 2014 et 21 juillet 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 6.4.1. est remplacé par ce qui suit :

« 6.4.1. Les signaux routiers ayant les formes dessinées ci-dessous, ont les dimensions suivantes :


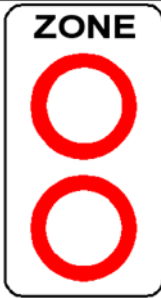
Forme du signal				
Limitation de vitesse				
Plus de 90 km/h	1,10 m	0,90 m	0,90 m	0,90 m
Supérieure à 50 km/h et inférieure ou égale à 90 km/h	0,90 m	0,90 m	0,70 m	0,40 m 0,90 m pour les signaux B11 et B13
Supérieure à 30 km/h et inférieure ou égale à 50 km/h	0,70 m	0,90 m	0,60 m	0,40 m 0,90 m pour les signaux B11 et B13
Inférieure ou égale à 30 km/h	0,40 m	0,40 m	0,40 m	0,40 m

Les dimensions des signaux correspondant à une limitation de vitesse inférieure peuvent être utilisées compte tenu des circonstances locales et lors des répétitions à gauche.

A la fin d'une zone limitée à une vitesse inférieure ou égale à 30 km/h, la gamme des signaux de dimensions supérieures peut être utilisée.

Les signaux à validité zonale ont pour dimensions 0,60 m x 0,90 m. Ces dimensions peuvent être réduites à 0,40 m x 0,60 m compte tenu des circonstances locales.

Les signaux à validité zonale comprenant deux réglementations ont pour dimensions 0,60 m x 1,60 m. Ces dimensions peuvent être réduites à 0,40 m x 1,00 m compte tenu des circonstances locales.

		
	0,60 m x 0,90 m	0,60 m x 1,60 m
Exceptions dues à des circonstances locales	0,40 m x 0,60 m	0,40 m x 1,00 m

2° le 6.4.2. est remplacé par ce qui suit :

« 6.4.2. Il faut notamment considérer, pour l'appréciation des circonstances locales visées à l'article 6.4.1. les éléments suivants :

1° l'étroitesse de la chaussée ou de l'accotement ;

2° la nécessité de placer le signal sur un îlot de petite dimension. » ;

3° le 6.4.3. est remplacé par ce qui suit :

« 6.4.3. Pour les signaux routiers qui annoncent une mesure qui doit uniquement être observée par les cyclistes, les conducteurs de speed pedelecs et les conducteurs de cyclomoteurs à deux roues, ces dimensions peuvent être réduites à 0,30 m minimum. » ;

4° au 6.5.1, les mots « aux articles 6.4.1 et 6.4.2 » sont remplacés par les mots « à l'article 6.4.1. » ;

5° le 6.5.2. est abrogé ;

6° le 6.7.3 est abrogé ;

7° le 6.7.5.1°, alinéa 2 est abrogé ;

8° sont insérés les 6.9 et 6.10 rédigés comme suit :

« 6.9. Les symboles d'unités utilisés sont les suivants : t (tonne), km (kilomètre), m (mètre), h (heure), min (minute), € (euro).

6.10. Sur autoroutes, la distance indiquée sur les signaux et les additionnels est arrondie :

- 1° au kilomètre le plus voisin si elle est supérieure à 5 km ;
- 2° au demi-kilomètre le plus voisin si elle est comprise entre 2 km et 5 km ;
- 3° aux 250 m les plus voisins si elle est comprise entre 1 000 et 2 000 m ;
- 4° à 50, 75, 100, 150, 200, 250, 400, 500, 600, 750 ou 800 m si elle est inférieure à 1 000 m.

Sur routes, la distance indiquée sur les signaux et les additionnels est arrondie :

- 1° au kilomètre le plus voisin si elle est supérieure à 5 km ;
- 2° au demi-kilomètre le plus voisin si elle est comprise entre 2 km et 5 km ;
- 3° aux 250 m les plus voisins si elle est comprise entre 500 et 2 000 m ;
- 4° à 10, 15, 20, 25, 50, 75, 100, 150, 200, 300 ou 400 m si elle est inférieure à 500 m.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 2, lorsque la signalisation s'adresse uniquement aux piétons et cyclistes, la distance indiquée sur les signaux et les additionnels est arrondie :

- 1° au kilomètre le plus voisin si elle est supérieure à 5 km ;
- 2° au demi-kilomètre le plus voisin si elle est comprise entre 2 km et 5 km ;
- 3° aux 100 m les plus voisins si elle est comprise entre 500 et 2 000 m ;
- 4° aux 50 m les plus voisins si elle est comprise entre 100 et 500 m ;
- 5° à 10, 15, 20, 25, 30, 40, 50 ou 75 m si elle est inférieure à 100 m. ».

Art. 4. Dans l'article 7 du même arrêté, le 7.4 est remplacé par ce qui suit :

« 7.4.

Signal A13. Cassis ou dos d'âne.

Seul peut être signalé un passage où se présentent des inégalités de la chaussée pouvant occasionner des secousses dangereuses aux véhicules ou leur faire perdre la tenue de route. »

Art. 5. A l'article 8 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 28 juin 1978, 20 juillet 1990, 19 décembre 1991, 11 mars 1997 et 9 octobre 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 8.1, 2°, alinéa 2, le *a*) est remplacé par ce qui suit :

« *a*) si le signal B1 est placé sur un sentier, un chemin de terre ou une voie publique qui débouche au carrefour en traversant un trottoir en saillie ou une piste cyclable. » ;

2° au 8.1, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« Des signaux B1, B5 ou B17 sont placés aux sorties des zones de rencontre ou résidentielle débouchant sur un carrefour. Des signaux B1 ou B5 sont placés aux sorties des zones piétonnes débouchant sur un carrefour. Ces signaux ne sont pas annoncés par des signaux B3 ou B7. » ;

3° au 8.3, 3°, alinéa 2, le *a*) est remplacé par ce qui suit :

« *a*) si le signal B5 est placé sur un sentier, un chemin de terre ou une voie publique qui débouche au carrefour en traversant un trottoir en saillie ou une piste cyclable. » ;

4° au 8.5, 3°, le *a*) est remplacé par ce qui suit :

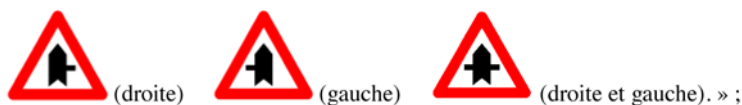
« *a*) si le signal B1 ou B5 est placé sur un sentier, un chemin de terre ou une voie publique qui débouche au carrefour en traversant un trottoir en saillie ou une piste cyclable. » ;

5° au 8.5, est inséré un 7° rédigé comme suit :

« 7° En agglomération, il n'est pas nécessaire de placer le signal B9 là où le conducteur est en mesure de constater à temps que les véhicules débouchant de droite ne bénéficient pas de la priorité, par la présence d'une ligne d'arrêt complétant le signal B5, d'une ligne céder le passage complétant le signal B1 ou de la continuité du trottoir en saillie. » ;

6° au 8.8, le 1° est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La représentation simplifiée de la disposition des lieux sur le signal B15 se réalise par l'utilisation d'un des signaux suivants :



7° au 8.8, 3°, le *a*) est remplacé par ce qui suit :

« *a*) si le signal B1 ou B5 est placé sur un sentier, un chemin de terre ou une voie publique qui débouche au carrefour en traversant un trottoir en saillie ou une piste cyclable. » ;

8° au 8.8, est inséré un 6° rédigé comme suit :

« 6° En agglomération, il n'est pas nécessaire de placer le signal B15 là où le conducteur est en mesure de constater à temps que les véhicules débouchant de droite ne bénéficient pas de la priorité, par la présence d'une ligne d'arrêt complétant le signal B5, d'une ligne céder le passage complétant le signal B1 ou de la continuité du trottoir en saillie. » ;

9° au 8.9, 2°, il est inséré les *e*) et *f*) rédigés comme suit :

« *e*) lorsque l'une des chaussées formant le carrefour est divisée en bandes de circulation jusqu'à proximité du carrefour.

f) lorsque les conducteurs de la voie publique abordée débouche à droite en traversant un trottoir en saillie ou une piste cyclable, bénéficient néanmoins de la priorité de droite. » ;

10° le 8.10 est remplacé par ce qui suit :

« 8.10 Les signaux B1, B5, B9 et B15 peuvent être placés uniquement si, en raison de la nature et de la densité du trafic ou en raison de la disposition des lieux, le maintien de la priorité de droite contrarierait la fluidité ou la sécurité de la circulation. » ;

11° au 8.11, alinéa 1^{er}, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est » ;

12° au 8.11, alinéa 2, le mot « sera » est remplacé par les mots « peut-être ».

Art. 6. Dans l'article 11 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 20 juillet 1990, 19 décembre 1991, 9 octobre 1998, 14 mai 2002, 29 janvier 2014 et 21 juillet 2014, le 11.4.1. 1° est abrogé.

Art. 7. A l'article 12 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 29 janvier 2014 les modifications suivantes sont apportées :

1° le 12.1*bis* est remplacé par ce qui suit :

« 12.1*bis*.

Signal F4a. Commencement d'une zone dans laquelle la vitesse est limitée à 30 km/h.

Signal F4b. Fin d'une zone dans laquelle la vitesse est limitée à 30 km/h.

Ces signaux doivent être distincts des autres signaux à validité zonale. Ils peuvent toutefois être fixés sur le même poteau.

Ces signaux sont placés simultanément à tous les accès et sorties d'une zone dans laquelle la vitesse est limitée à 30 km à l'heure.

L'accès à la zone 30 doit être clairement reconnaissable par l'état des lieux, par un aménagement ou par les deux.

L'ensemble de la zone est aménagé de façon cohérente avec la limitation de vitesse.

S'il existe près des abords d'une école, tel que défini à l'article 2.37 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, la possibilité de délimiter une zone 30 plus importante de telle manière que les abords de l'école peut être inclus dans cette zone, on peut immédiatement délimiter cette zone 30 étendue plutôt que d'interpréter de manière stricte la notion d'abords d'école. » ;

2° le 12.1*ter* est remplacé par ce qui suit :

« 12.1*ter*.

Signaux A23 et F4a. Début d'une zone abords d'école.

Signal F4b. Fin d'une zone abords d'école.

Sauf circonstances exceptionnelles justifiées par l'état des lieux, les abords de chaque établissement scolaire sont délimités par ces signaux. » ;

3° le 12.3*bis* est remplacé par ce qui suit :

« 12.3*bis*.

Signal F12a. Commencement d'une zone de rencontre ou résidentielle.

Signal F12b. Fin d'une zone de rencontre ou résidentielle.

Ces signaux doivent être distincts des autres signaux à validité zonale. Ils peuvent toutefois être fixés sur le même poteau.

Ces signaux sont placés simultanément à tous les accès et sorties d'une zone de rencontre ou résidentielle.

L'accès à la zone de rencontre ou résidentielle doit être clairement reconnaissable par l'état des lieux, par un aménagement ou par les deux.

L'ensemble de la zone est aménagé de façon cohérente avec la limitation de vitesse et l'usage de l'ensemble de la voie publique par les piétons. » ;

4° le 12.5 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Une concertation préalable a lieu entre le gestionnaire de la voirie et l'exploitant du réseau des services réguliers de transports en commun avant d'autoriser le partage des bandes bus avec d'autres usagers. » ;

5° le 12.5*bis* est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Une concertation préalable a lieu entre le gestionnaire de la voirie et l'exploitant du réseau des services réguliers de transports en commun avant d'autoriser le partage des sites franchissables avec d'autres usagers. » ;

6° le 12.7 est remplacé par ce qui suit :

« 12.7. Le numéro d'une autoroute et d'un ring autoroutier est indiqué par le signal F23c.

Le numéro d'échangeur est indiqué par le symbole suivant :



7° le 12.9.1, 10° est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les entreprises, les zones industrielles et les parcs d'activités économiques sont représentés par le symbole suivant :



8° le 12.13 est remplacé par ce qui suit :

« 12.13.

Signal F49. Passages pour piétons.

Ce signal peut être placé uniquement à hauteur d'un passage pour piétons.

Au carrefour, le signal F49 peut uniquement être placé sur la voie prioritaire d'un carrefour non régulé par une signalisation lumineuse du système tricolore.

Le signal F49 a pour dimensions 0,60 m x 0,60 m. » ;

9° le 12.13bis est remplacé par ce qui suit :

« 12.13bis.

Signal F50. Passage pour conducteurs de bicyclettes et de cyclomoteurs à deux roues.

Ce signal peut être placé uniquement à hauteur d'un passage pour conducteurs de bicyclettes et de cyclomoteurs à deux roues.

Ce signal n'est pas placé aux passages pour cyclistes et conducteurs de cyclomoteurs à deux roues qui sont soit :

1° régulés par une signalisation lumineuse du système tricolore ;

2° situés à proximité immédiate d'un passage pour piétons signalé par un signal F49.

Le signal F50 a pour dimensions 0,60 m x 0,60 m. » ;

10° les 12.23 et 12.24 sont remplacés par ce qui suit :

« 12.23.

Signaux F99a et F101a. Chemin ou partie de la voie publique réservé à la circulation des piétons, cyclistes, cavaliers et conducteurs de speed pedelecs.

1° ces signaux ont pour dimensions minimales 0,40 m de côté ;

2° ils ne sont pas complétés par un panneau additionnel ;

3° ils ne sont pas utilisés pour signaler une zone piétonne ;

4° le signal de sortie F101a peut être placé à gauche au dos du signal d'entrée F99a ;

12.24.

Signaux F99b et F101b. Chemin ou partie de la voie publique réservé à la circulation des piétons, cyclistes, cavaliers et conducteurs de speed pedelecs avec l'indication de la partie du chemin qui est affectée aux différentes catégories d'usagers.

1° ces signaux ont pour dimensions minimales 0,40 m de côté ;

2° ils ne sont pas complétés par un panneau additionnel ;

3° le cas échéant, les symboles des usagers sont inversés sur ces signaux ;

4° ils ne sont pas utilisés pour signaler une zone piétonne ;

5° l'espace réservé à chaque catégorie d'usagers doit apparaître clairement ;

6° le signal de sortie F101b peut être placé à gauche au dos du signal d'entrée F99b. » ;

11° au 12.25, les 1° et 2° sont abrogés ;

12° le 12.25bis est remplacé par ce qui suit :

« 12.25bis.

Signaux F99c et F101c. Chemin réservé aux véhicules agricoles, piétons, cyclistes, cavaliers et conducteurs de speed pedelecs.

1° ces signaux ont pour dimensions minimales 0,40 m de côté ;

2° ils ne sont pas complétés par un panneau additionnel ;

3° ils ne sont pas utilisés pour signaler une zone piétonne ;

4° le signal de sortie F101c peut être placé à gauche au dos du signal d'entrée F99c. ».

Art. 8. Dans l'article 14 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 21 octobre 1980 et 10 juillet 1997, est inséré un 14.7 rédigé comme suit :

« 14.7 Une chaussée divisée en plusieurs bandes de circulation, la continuité d'une bande de circulation ou d'un site spécial franchissable réservé aux véhicules des services réguliers de transport en commun n'est pas compatible avec la régulation d'un carrefour par priorité de droite. ».

Art. 9. Dans l'article 16 du même arrêté, remplacé par l'arrêté ministériel du 20 juillet 1990, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° Les marques longitudinales indiquant une piste cyclable sont apposées aux carrefours lorsque la piste cyclable fait partie d'une voie publique signalée par les signaux B9 ou B15 et qu'une piste cyclable se prolonge au-delà du carrefour. ».

Art. 10. A l'article 18 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 20 juillet 1990, 19 décembre 1991, 9 octobre 1998 et 17 octobre 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 18.3 est remplacé par ce qui suit :

« 18.3.

Marques des passages pour piétons.

Les bandes parallèles à l'axe de la chaussée conformément à la planche 5 de l'annexe 4 au présent arrêté ont une largeur et un écartement d'environ 0,50 m ainsi qu'une longueur d'au moins 3 m. » ;

2° au 18.4, l'alinéa 6 est abrogé.

Art. 11. A l'article 19 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 18 décembre 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 19.7 est remplacé par ce qui suit :

« 19.7.

Marques en damier

Ces marques sont composées de carrés de couleur blanche d'environ 0,50 m de côté.

Elles peuvent être utilisées pour débiter, mettre fin, délimiter et relier les espaces réservés aux véhicules des services réguliers de transport en commun indiqués par une bande réservée, un site spécial franchissable et un site propre. » ;

2° il est inséré un 19.8 rédigé comme suit :

« 19.8. La réglementation peut être indiquée et rappelée par un signal identique ou simplifié reproduit au sol et par un symbole ou pictogramme représenté au sol. ».

Art. 12. La circulaire ministérielle du 23 mai 2011 relative aux zones résidentielles et aux zones de rencontre est abrogée.

Art. 13. Les signaux et marquages placés en conformité aux dispositions antérieures à l'entrée en vigueur de ce présent arrêté peuvent être maintenus jusqu'au 31 décembre 2035.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2020.

Namur, le 30 juin 2020.

V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/31192]

30. JUNI 2020 — Ministerieller Erlass zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 11. Oktober 1976 zur Festlegung der Mindestmaße und der Sonderbedingungen für das Anbringen der Verkehrszeichen und zur Aufhebung des Ministeriellen Rundschreibens vom 23. Mai 2011 bezüglich der verkehrsberuhigten Bereiche und der Begegnungszonen

Die mit der Verkehrssicherheit beauftragte Ministerin,

Aufgrund des am 16. März 1968 koordinierten Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei, Artikel 1 Absatz 1;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 über die allgemeine Straßenverkehrsordnung und die Benutzung der öffentlichen Straße, Artikel 60.2;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 11. Oktober 1976 zur Festlegung der Mindestmaße und der Sonderbedingungen für das Anbringen der Verkehrszeichen;

Aufgrund des Ministeriellen Rundschreibens vom 23. Mai 2011 bezüglich der verkehrsberuhigten Bereiche und der Begegnungszonen;

Aufgrund des am 5. September 2019 gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund des am 9. Oktober 2019 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 66.591/4,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Ministeriellen Erlasses vom 11. Oktober 1976 zur Festlegung der Mindestmaße und der Sonderbedingungen für das Anbringen der Verkehrszeichen wird die Nummer 1.3 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"1.3. Die Verkehrsschilder und ihre Träger müssen so angebracht werden, dass sie die Verkehrsteilnehmer sowohl aufgrund ihrer Anbringung als auch durch ihre Anzahl so wenig wie möglich behindern.

Die Verkehrsschilder müssen so angebracht werden, dass sie rechtzeitig gesehen werden können und nicht durch Hindernisse verdeckt werden.

Die Verkehrsschilder werden außerhalb der Fahrbahn angebracht, und der Abstand zwischen dem Fahrbahnrand und der nächstgelegenen Seite des Verkehrsschildes beträgt mindestens 0,3 m innerhalb einer geschlossenen Ortschaft und mindestens 0,5 m außerhalb einer geschlossenen Ortschaft.

Außer wenn dies durch die örtlichen Umstände unmöglich ist, befindet sich die untere Kante des Verkehrsschildes:

1° in 1,5 m Höhe über dem Boden auf Autobahnen;

2° in 1 m Höhe über dem Boden außerhalb der geschlossenen Ortschaften auf Seitenstreifen, die nicht von Fußgängern benutzt werden, und wenn sich dort keine Stellplätze für Fahrzeuge befinden;

3° in 1 m Höhe über dem Boden, wenn die Verkehrsschilder nur für die Führer von Fahrrädern bestimmt sind;

4° in 0,5 m Höhe über dem Boden auf Leitinseln und den zentralen Einrichtungen von Kreisverkehrsanlagen;

5° mindestens in 4,6 m Höhe über dem Boden, wenn die Verkehrsschilder über der Fahrbahn hängen;

6° mindestens in 2,5 m Höhe über dem Boden, wenn die Verkehrsschilder über einer öffentlichen Straße bzw. eines Teils der öffentlichen Straße hängen, die bzw. der von Radfahrern benutzt wird;

7° mindestens in 2,2 m über dem Boden in allen anderen Fällen.

Die Höhe der Anbringung der Verkehrsschilder nach Absatz 4 kann entsprechend den örtlichen Umständen geändert werden, z.B. um eine bessere Sichtbarkeit der Verkehrsschilder zu gewährleisten, um zu verhindern, dass die Verkehrsschilder den Verkehr verdecken, um Fahrzeuge zu berücksichtigen, die sie verdecken könnten, um den Verkehr von Verkehrsteilnehmern wie Radfahrern und Fußgängern so wenig wie möglich zu behindern, oder wenn es sich um vorübergehende Verkehrsschilder handelt.“

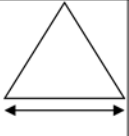
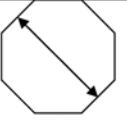
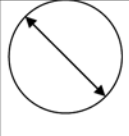
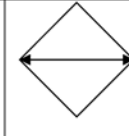
Art. 2 - In Artikel 3 desselben Erlasses, abgeändert durch die Ministeriellen Erlasse vom 20. Juli 1990 und 17. Oktober 2001, wird die Nummer 3.4 Absatz 3 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“Diese Lichter dürfen nur dort angebracht werden, wo sich ein mit dem Verkehrsschild D7 oder D9 ausgestatteter Radweg befindet, oder wenn der Weg oder Teil der öffentlichen Straße kraft der Verkehrsschilder F99a bis F101c bestimmten Verkehrsteilnehmern vorbehalten ist.“

Art. 3 - Artikel 6 desselben Erlasses, abgeändert durch die Ministeriellen Erlasse vom 20. Juli 1990, 19. Dezember 1991, 9. Oktober 1998, 14. Mai 2002, 18. Dezember 2002, 27. November 2003, 26. April 2004, 29. Januar 2014 und 21. Juli 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° Die Nummer 6.4.1 wird durch Folgendes ersetzt:

“6.4.1. Die Verkehrsschilder mit den nachstehend angegebenen Formen haben folgende Abmessungen:


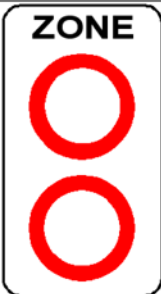
Form des Verkehrsschildes Geschwindigkeitsbeschränkung				
Mehr als 90 km/h	1,10 m	0,90 m	0,90 m	0,90 m
Mehr als 50 km/h und gleich oder weniger als 90 km/h	0,90 m	0,90 m	0,70 m	0,40 m 0,90 m für die Verkehrsschilder B11 und B13
Mehr als 30 km/h und gleich oder weniger als 50 km/h	0,70 m	0,90 m	0,60 m	0,40 m 0,90 m für die Verkehrsschilder B11 und B13
Gleich oder weniger als 30 km/h	0,40 m	0,40 m	0,40 m	0,40 m

Die Abmessungen der Verkehrsschilder, die einer unteren Geschwindigkeitsbeschränkung entsprechen, können unter Berücksichtigung der örtlichen Umstände und bei Linkswiederholungen angewendet werden.

Am Ende eines Bereichs mit einer Geschwindigkeitsbeschränkung gleich oder weniger als 30 km/h können Verkehrsschilder mit größeren Abmessungen benutzt werden.

Die Abmessungen der Verkehrsschilder mit zentraler Gültigkeit sind 0,60 m x 0,90 m. Unter Berücksichtigung der örtlichen Umstände können diese Abmessungen auf 0,40 m x 0,60 m reduziert werden.

Die Abmessungen der Verkehrsschilder mit zentraler Gültigkeit, die zwei Regelungen umfassen, sind 0,60 m x 1,60 m. Unter Berücksichtigung der örtlichen Umstände können diese Abmessungen auf 0,40 m x 1,00 m reduziert werden.

	
0,60 m x 0,90 m	0,60 m x 1,60 m
Ausnahmen wegen örtlicher Umstände	0,40 m x 0,60 m 0,40 m x 1,00 m

2° Die Nummer 6.4.2 wird durch Folgendes ersetzt:

“6.4.2. Zwecks der Einschätzung der örtlichen Umstände nach Artikel 6.4.1 sind insbesondere die folgenden Faktoren zu berücksichtigen:

1° die Enge der Fahrbahn oder des Seitenstreifens;

2° die Notwendigkeit, das Verkehrsschild auf einer eher kleinen Insel aufzustellen.“ ;

3° Die Nummer 6.4.3 wird durch Folgendes ersetzt:

“6.4.3. Für Verkehrsschilder, die auf eine nur für Führer von Fahrrädern, von Speed Pedelecs, und von zweirädrigen Kleinkraftfahrzeugen geltende Maßnahme hinweisen, können diese Abmessungen auf ein Minimum von 0,30 m reduziert werden.“ ;

4° in Nummer 6.5.1 werden die Wörter "in den Artikel 6.4.1 und 6.4.2" durch die Wörter "in Artikel 6.4.1" ersetzt. ;

5° Die Nummer 6.5.2. wird aufgehoben;

6° Die Nummer 6.7.3. wird aufgehoben;

7° Die Nummer 6.7.5.1 Absatz 2 wird aufgehoben;

8° Es werden die Nummern 6.9 und 6.10 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"6.9. Die benutzten Sinnbilder für die Einheiten sind die folgenden: t (Tonne), km (Kilometer), m (Meter), h (Stunde), min (Minute), € (Euro).

6.10. Auf Autobahnen wird der auf Verkehrs- und Zusatzschildern angegebene Abstand auf- oder abgerundet:

1° auf den nächsten Kilometer, wenn er mehr als 5 km beträgt;

2° auf den nächsten halben Kilometer, wenn er zwischen 2 und 5 km beträgt;

3° auf die nächsten 250 m, wenn er zwischen 1 000 m und 2 000 m beträgt;

4° auf 50, 75, 100, 150, 200, 250, 400, 500, 600, 750 oder 800 m, wenn er weniger als 1 000 m beträgt.

Auf Straßen wird der auf Verkehrs- und Zusatzschildern angegebene Abstand auf- oder abgerundet:

1° auf den nächsten Kilometer, wenn er mehr als 5 km beträgt;

2° auf den nächsten halben Kilometer, wenn er zwischen 2 und 5 km beträgt;

3° auf die nächsten 250 m, wenn er zwischen 500 m und 2 000 m beträgt;

4° auf 10, 15, 20, 25, 50, 75, 100, 150, 200, 250, 300 oder 400 m, wenn er weniger als 500 m beträgt.

Wenn die Verkehrszeichen nur für Fußgänger oder Führer von Fahrrädern bestimmt sind, dann wird der auf den Verkehrs- und Zusatzschildern angegebene Abstand in Abweichung von Absatz 2 auf- oder abgerundet:

1° auf den nächsten Kilometer, wenn er mehr als 5 km beträgt;

2° auf den nächsten halben Kilometer, wenn er zwischen 2 und 5 km beträgt;

3° auf die nächsten 100 m, wenn er zwischen 500 m und 2 000 m beträgt;

4° auf die nächsten 50 m, wenn er zwischen 100 m und 500 m beträgt;

5° auf 10, 15, 20, 25, 30, 40, 50 oder 75 m, wenn er weniger als 100 m beträgt."

Art. 4 - In Artikel 7 desselben Erlasses wird die Nummer 7.4 durch Folgendes ersetzt:

"7.4.

Verkehrsschild A13: Unebene Fahrbahn.

Gekennzeichnet werden dürfen nur die Abschnitte mit Unebenheiten in der Fahrbahn, die gefährliche Stöße für Fahrzeuge verursachen oder dazu führen können, dass diese ihre Straßenlage verlieren."

Art. 5 - Artikel 8 desselben Erlasses, abgeändert durch die Ministeriellen Erlasse vom 28. Juni 1978, 20. Juli 1990, 19. Dezember 1991, 11. März 1997 und 9. Oktober 1998, wird wie folgt abgeändert:

1° in Nummer 8.1 Ziffer 2 Absatz 2 wird der Buchstabe *a*) durch Folgendes ersetzt:

"*a*) wenn das Verkehrsschild B1 auf einem Fußweg, einem Erdweg oder einer öffentlichen Straße angebracht wird, der bzw. die in die Kreuzung mündet, indem er bzw. sie einen erhöhten Bürgersteig oder einen Radweg durchkreuzt." ;

2° in Nummer 8.1 wird die Ziffer 4 durch Folgendes ersetzt:

"Verkehrsschilder B1, B5 oder B17 müssen an den Ausfahrten von Begegnungszonen oder verkehrsberuhigten Bereichen angebracht werden, die in eine Kreuzung münden. Verkehrsschilder B1 oder B5 müssen an den Ausgängen von Fußgängerbereichen angebracht werden, die in eine Kreuzung münden. Diese Verkehrsschilder werden nicht durch Verkehrsschilder B3 oder B7 angekündigt." ;

3° in Nummer 8.3 Ziffer 3 Absatz 2 wird der Buchstabe *a*) durch Folgendes ersetzt:

"*a*) wenn das Verkehrsschild B5 auf einem Fußweg, einem Erdweg oder einer öffentlichen Straße angebracht wird, der bzw. die in die Kreuzung mündet, indem er bzw. sie einen erhöhten Bürgersteig oder einen Radweg durchkreuzt." ;

4° in Nummer 8.5 Ziffer 3 wird der Buchstabe *a*) durch Folgendes ersetzt:

"*a*) wenn das Verkehrsschild B1 oder B5 auf einem Fußweg, einem Erdweg oder einer öffentlichen Straße angebracht wird, die in die Kreuzung mündet, indem er bzw. sie einen erhöhten Bürgersteig oder einen Radweg durchkreuzt." ;

5° in Nummer 8.5 wird eine Ziffer 7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"7° in einer geschlossenen Ortschaft ist es nicht notwendig, das Verkehrsschild B9 dort aufzustellen, wo der Führer durch das Vorhandensein einer Haltelinie in Ergänzung des Verkehrsschildes B5, einer Linie "Vorfahrt gewähren" oder des weiteren Verlaufs eines erhöhten Bürgersteigs rechtzeitig erkennen kann, dass die Fahrzeuge, die von rechts herankommen, nicht die Vorfahrt haben." ;

6° in Nummer 8.8 wird die Ziffer 1 um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die vereinfachte Darstellung der Ortsbeschaffenheit auf dem Verkehrsschild B15 erfolgt mittels der Verwendung eines der folgenden Verkehrsschilder:



(rechts)



(links)



(rechts und links).";

7° in Nummer 8.8 Ziffer 3 wird der Buchstabe *a*) durch Folgendes ersetzt:

"*a*) wenn das Verkehrsschild B1 oder B5 auf einem Fußweg, einem Erdweg oder einer öffentlichen Straße angebracht wird, der bzw. die in die Kreuzung mündet, indem er bzw. sie einen erhöhten Bürgersteig oder einen Radweg durchkreuzt." ;

8° in Nummer 8.8 wird eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"6° in einer geschlossenen Ortschaft ist es nicht notwendig, das Verkehrsschild B15 dort aufzustellen, wo der Führer durch das Vorhandensein einer Haltelinie in Ergänzung des Verkehrsschildes B5, einer Linie "Vorfahrt gewähren" oder des weiteren Verlaufs eines erhöhten Bürgersteigs rechtzeitig erkennen kann, dass die Fahrzeuge, die von rechts herankommen, nicht die Vorfahrt haben." ;

9° in Nummer 8.9 Ziffer 2 werden die Buchstaben *e*) und *f*) mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"*e*) wenn eine der Fahrbahnen, die die Kreuzung bilden, bis in die Nähe der Kreuzung in Fahrspuren unterteilt ist.

f) wenn die Führer, die sich auf einer öffentlichen Straße befinden, die von rechts aus in die Straße mündet, in die man einfahren will, trotz der Tatsache, dass sie einen erhöhten Bürgersteig oder einen Radweg durchqueren, Vorfahrt haben." ;

10° die Nummer 8.10 wird durch Folgendes ersetzt:

"8.10 Die Verkehrsschilder B1, B5, B9 und B15 dürfen nur angebracht werden, wenn die Aufrechterhaltung der Vorfahrt von rechts den Verkehrsfluss oder die Verkehrssicherheit wegen der Art und Dichte des Verkehrs oder wegen der Ortsbeschaffenheit behindern würde." ;

11° in Nummer 8.11 Absatz 1 werden die Wörter "muss ihre Trasse auf der Kreuzung durch ein unter diesen Verkehrsschildern angebrachtes Zusatzschild vom Typ VIII der Anlage 2 zu vorliegendem Erlass angezeigt werden" durch die Wörter "wird ihre Trasse auf der Kreuzung durch ein unter diesen Verkehrsschildern angebrachtes Zusatzschild vom Typ VIII der Anlage 2 zu vorliegendem Erlass angezeigt" ersetzt.

12° in Nummer 8.11 Absatz 2 wird der Satz "Dasselbe Zusatzschild wird unter den Verkehrsschildern B1 und B5 entlang den anderen in die Kreuzung mündenden Straßen angebracht." durch den Satz "Dasselbe Zusatzschild kann unter den Verkehrsschildern B1 und B5 entlang den anderen in die Kreuzung mündenden Straßen angebracht werden." ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 11 desselben Erlasses, abgeändert durch die Ministeriellen Erlasse vom 20. Juli 1990, 19. Dezember 1991, 9. Oktober 1998, 14. Mai 2002, 29. Januar 2014 und 21. Juli 2014, wird die Nummer 11.4.1 Ziffer 1 aufgehoben.

Art. 7 - Artikel 12 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 29. Januar 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° die Nummer 12.1*bis* wird durch Folgendes ersetzt:

"12.1*bis*.

Verkehrsschild F4a. Beginn einer Zone, in der die Geschwindigkeit auf 30 km in der Stunde beschränkt ist.

Verkehrsschild F4b. Ende einer Zone, in der die Geschwindigkeit auf 30 km in der Stunde beschränkt ist.

Diese Verkehrsschilder müssen von den anderen Schildern mit zonaler Gültigkeit getrennt angebracht werden. Sie können jedoch auf derselben Stütze befestigt werden.

Diese Verkehrsschilder müssen gleichzeitig an allen Zu- und Ausfahrten der Zonen, in denen die Geschwindigkeit auf 30 km in der Stunde beschränkt ist, angebracht werden.

Die Zufahrt zur 30-Zone muss durch die Ortsbeschaffenheit, durch eine Anlage oder durch beides klar erkennbar sein.

Die gesamte Zone wird kohärent mit der Geschwindigkeitsbeschränkung eingerichtet.

Wenn nahe einer Schulumgebung, wie definiert in Artikel 2.37 des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 zur Festlegung der allgemeinen Ordnung über den Straßenverkehr und die Benutzung der öffentlichen Straße, die Möglichkeit besteht, eine größere 30-Zone abzugrenzen, so dass die Schulumgebung mit in diese Zone eingebunden wird, kann gleich die so erweiterte 30-Zone abgegrenzt werden und muss der Begriff der Schulumgebung nicht im engen Sinne interpretiert werden." ;

2° die Nummer 12.1*ter* wird durch Folgendes ersetzt:

"12.1*ter*.

Verkehrsschilder A23 und F4a Beginn einer Schulumgebung.

Verkehrsschild F4b. Ende einer Schulumgebung.

Außer in Ausnahmefällen, die durch die Ortsbeschaffenheit gerechtfertigt werden, muss jede Schulumgebung durch diese Verkehrsschilder abgegrenzt werden." ;

3° die Nummer 12.3*bis* wird durch Folgendes ersetzt:

"12.3*bis*.

Verkehrsschild F12a. Beginn einer Begegnungszone oder eines verkehrsberuhigten Bereichs.

Verkehrsschild F12b. Ende einer Begegnungszone oder eines verkehrsberuhigten Bereichs.

Diese Verkehrsschilder müssen von den anderen Schildern mit zonaler Gültigkeit getrennt angebracht werden. Sie können jedoch auf derselben Stütze befestigt werden.

Diese Verkehrsschilder werden gleichzeitig an allen Zu- und Ausfahrten einer Begegnungszone oder eines verkehrsberuhigten Bereiches angebracht.

Die Zufahrt zur Begegnungszone oder zum verkehrsberuhigten Bereich muss durch die Ortsbeschaffenheit, durch eine Anlage oder durch beides klar erkennbar sein.

Die gesamte Zone bzw. der gesamte Bereich wird kohärent mit der Geschwindigkeitsbeschränkung und der Benutzung der gesamten öffentlichen Straße durch Fußgänger eingerichtet." ;

4° Die Nummer 12.5 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Bevor die Mitbenutzung der Busspuren durch andere Verkehrsteilnehmer genehmigt wird, findet eine vorherige Konzertierung zwischen dem Verwalter des Straßen- und Wegenetzes und dem Betreiber des öffentlichen Verkehrsnetzes statt.“ ;

5° Die Nummer 12.5*bis* wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Bevor die Mitbenutzung der überfahrbaren Spuren durch andere Verkehrsteilnehmer genehmigt wird, findet eine vorherige Konzertierung zwischen dem Verwalter des Straßen- und Wegenetzes und dem Betreiber des öffentlichen Verkehrsnetzes statt.“ ;

6° die Nummer 12.7 wird durch Folgendes ersetzt:

„12.7. Die Nummer einer Autobahn und eines Autobahnringes wird durch das Verkehrsschild F23c angegeben.

Die Nummer eines Autobahnkreuzes wird durch das folgende Sinnbild angegeben:



7° in Nummer 12.9.1 wird die Ziffer 10 um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Die Unternehmen, Industrie- und Gewerbegebiete werden durch das folgende Sinnbild angegeben:



8° die Nummer 12.13 wird durch Folgendes ersetzt:

„12.13.

Verkehrsschild F49. Fußgängerüberweg

Dieses Verkehrsschild darf nur auf Höhe eines Fußgängerüberwegs angebracht werden.

In Kreuzungen darf das Signal F49 nur auf der Vorfahrtstraße einer Kreuzung, die nicht durch eine Drei-Farben-Lichtzeichenanlage reguliert ist, angebracht werden.

Die Abmessungen der Verkehrsschildes F49a sind 0,60 m x 0,60 m.“ ;

9° die Nummer 12.13*bis* wird durch Folgendes ersetzt:

„12.13*bis*.

Verkehrsschild F50. Überweg für Führer von Fahrrädern und zweirädrigen Kleinkrafträdern.

Dieses Verkehrsschild darf nur auf Höhe eines Überwegs für Führer von Fahrrädern und zweirädrigen Kleinkrafträdern angebracht werden.

Dieses Verkehrsschild wird nicht angebracht an Überwegen für Führer von Fahrrädern oder zweirädrigen Kleinkrafträdern, die

1° entweder durch eine Drei-Farben-Lichtzeichenanlage reguliert sind, oder

2° oder sich in unmittelbarer Nähe zu einem Fußgängerüberweg befinden, der durch ein Verkehrsschild F49 gekennzeichnet ist.

Die Abmessungen der Verkehrsschildes F50a sind 0,60 m x 0,60 m.“;

10° die Nummern 12.23 und 12.24 werden durch Folgendes ersetzt:

„12.23.

Verkehrsschilder F99a und F101a. Weg, der dem Verkehr der Fußgänger, Radfahrer, Reiter und Führer von Speed Pedelecs vorbehalten ist.

1° diese Schilder haben Seiten von mindestens 0,40 m;

2° sie dürfen durch kein Zusatzschild ergänzt werden;

3° sie dürfen nicht benutzt werden, um einen Fußgängerbereich zu kennzeichnen;

4° das Ausfahrtschild F101a kann links auf dem Rücken des Einfahrtschildes F99a angebracht werden;

12.24.

Verkehrsschilder F99b und F101b. Weg, der dem Verkehr der Fußgänger, Radfahrer, Reiter und Führer von Speed Pedelecs vorbehalten ist, mit Angabe des Teils des Weges, der für jede Kategorie von Verkehrsteilnehmern bestimmt ist.

1° diese Schilder haben Seiten von mindestens 0,40 m;

2° sie dürfen durch kein Zusatzschild ergänzt werden;

3° gegebenenfalls werden die Sinnbilder der Verkehrsteilnehmer umgekehrt;

4° sie dürfen nicht benutzt werden, um einen Fußgängerbereich zu kennzeichnen;

5° der Platz, der jeder Kategorie Verkehrsteilnehmer vorbehalten ist, muss deutlich sichtbar sein;

6° das Ausfahrtschild F101b kann links auf dem Rücken des Einfahrtschildes F99b angebracht werden.“ ;

11° in Ziffer 12.25 werden die Nummern 1 und 2 gestrichen;

12° die Nummer 12.25bis wird durch Folgendes ersetzt:

"12.25bis.

Verkehrsschilder F99c und F101c. Weg, der den landwirtschaftlichen Fahrzeugen, Fußgängern, Radfahrern, Reitern und Führern von Speed Pedelecs vorbehalten ist.

1° diese Schilder haben Seiten von mindestens 0,40 m;

2° sie dürfen durch kein Zusatzschild ergänzt werden;

3° sie dürfen nicht benutzt werden, um einen Fußgängerbereich zu kennzeichnen;

4° das Ausfahrtschild F101c kann links auf dem Rücken des Einfahrtschild F99c angebracht werden."

Art. 8 - In Artikel 14 desselben Erlasses, abgeändert durch die Ministeriellen Erlasse vom 21. Oktober 1980 und 10. Juli 1997, wird eine Nummer 14.7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"14.7 Eine in mehrere Fahrspuren aufgeteilte Fahrbahn, der weitere, durchgehende Verlauf einer Fahrspur oder einer überfahrbaren Sonderspur, die den Fahrzeugen des Linienverkehrs mit öffentlichen Verkehrsmitteln vorbehalten ist, ist mit der Regulierung einer Kreuzung mittels der Rechtsvorfahrt nicht vereinbar."

Art. 9 - In Artikel 16 desselben Erlasses, ersetzt durch den Ministeriellen Erlasse vom 20. Juli 1990, wird die Ziffer 1 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"1° Längsmarkierungen zur Anzeige eines Radweges werden auf Kreuzungen angebracht, wenn der Radweg Teil einer durch die Verkehrsschilder B9 oder B15 gekennzeichneten öffentlichen Straße ist und jenseits der Kreuzung weiterführt."

Art. 10 - Artikel 18 desselben Erlasses, abgeändert durch die Ministeriellen Erlasse vom 20. Juli 1990, 19. Dezember 1991, 9. Oktober 1998 und 17. Oktober 2001, wird wie folgt abgeändert:

1° die Nummer 18.3 wird durch Folgendes ersetzt:

"18.3.

Markierungen für Fußgängerüberwege.

Die zur Achse der Fahrbahn parallelen Spuren gemäß Tafel 5 von Anhang 4 des vorliegenden Erlasses weisen eine Breite und einen Zwischenabstand von etwa 0,50 m und eine Länge von mindestens 3 m auf.;"

2° in Nummer 18.4 wird Absatz 6 gestrichen.

Art. 11 - Artikel 19 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 18. Dezember 2002, wird wie folgt abgeändert:

1° die Nummer 19.7 wird durch Folgendes ersetzt:

"19.7.

Schachbrettartige Markierungen

Diese Markierungen bestehen aus weißen Vierecken mit Seiten von etwa 0,50 m.

Sie dürfen benutzt werden, um die Räume abzugrenzen und miteinander zu verbinden, die Fahrzeugen des Linienverkehrs mit öffentlichen Verkehrsmitteln vorbehalten sind, und das Ende oder den Anfang dieser Räume anzugeben, wobei Letztere durch eine diesen Fahrzeugen vorbehaltene Fahrspur, eine Sonderspur und eine überfahrbare Sonderspur gekennzeichnet sind. ;

2° es wird eine Nummer 19.8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"19.8. Die Regelung kann durch ein am Boden wiedergegebenes identisches oder vereinfachtes Verkehrszeichen und durch ein am Boden dargestelltes Sinnbild oder Piktogramm angezeigt und in Erinnerung gerufen werden."

Art. 12 - Das Ministerielle Rundschreiben vom 23. Mai 2011 bezüglich der verkehrsberuhigten Bereiche und der Begegnungszonen wird aufgehoben.

Art. 13 - Die gemäß den vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses geltenden Bestimmungen angebrachten Verkehrsschilder und Markierungen können bis zum 31. Dezember 2035 aufrechterhalten werden.

Art. 14 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. September 2020 in Kraft.

Namur, den 30. Juni 2020

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/31192]

30 JUNI 2020. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald en tot opheffing van de ministeriële omzendbrief van 23 mei 2011 betreffende de woonerven en erven

De Minister van Verkeersveiligheid,

Gelet op de wet betreffende de politie van het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, artikel 1, lid 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, artikel 60.2;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 waarbij de minimumafmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald;

Gelet op de ministeriële omzendbrief van 23 mei 2011 betreffende de woonerven en erven;

Gelet op het rapport van 5 september 2019 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 66.591/4 van de Raad van State, gegeven op 9 oktober 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 waarbij de minimumafmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald, wordt 1.3. vervangen door wat volgt:

“ 1.3. De verkeersborden en hun dragers moeten zodanig worden geplaatst dat ze de weggebruikers zo min mogelijk storen, zowel door hun plaatsing als door hun aantal.

De borden moeten zodanig worden geplaatst dat ze tijdig kunnen worden gezien en niet door obstakels worden verstopt.

Aangelegd buiten de rijbaan bedraagt de afstand tussen de rand van de rijbaan en de dichtstbijzijnde zijde van het verkeersbord ten minste 0,3 m binnen de bebouwde kom en ten minste 0,5 m buiten de bebouwde kom.

Behalve plaatselijke omstandigheden staat de onderste rand van de borden:

1° op 1,5 m boven de grond op snelwegen;

2° op 1 m boven de grond buiten de bebouwde kom op de bermen die niet door voetgangers worden gebruikt en waar geen parkeerruimte is;

3° op 1 m boven de grond wanneer de borden enkel voor fietsers bestemd zijn;

4° op 0,5 m boven de grond op de verkeerseilanden en centrale inrichtingen van rotondes;

5° op ten minste 4,6 m boven de grond wanneer de borden boven de rijbaan worden opgehangen;

6° op ten minste 2,5 m boven de grond wanneer de borden boven een openbare weg of een deel van een openbare weg gebruikt door fietsers worden opgehangen;

7° op tenminste 2,2 m boven de grond in de andere gevallen.

De hoogte van installatie van de in lid 4 bedoelde borden kan worden gewijzigd rekening houdend met de plaatselijke omstandigheden, zoals het garanderen van een betere zichtbaarheid van de borden, het vermijden dat de borden het verkeer verstoppen, het rekening houden met voertuigen die deze kunnen verstoppen, het minimaal belemmeren van het verkeer van weggebruikers zoals fietsers en voetgangers, tijdelijke verkeersborden.”

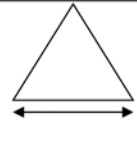
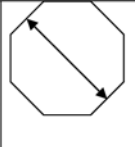
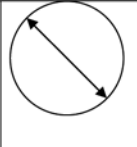
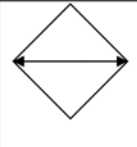
Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 1990 en 17 oktober 2001, wordt 3.4, lid 3, vervangen door wat volgt:

“Deze lichten mogen slechts geplaatst worden waar een fietspad met een verkeersbord D7 of D9 is, of waar de weg of een deel van de openbare weg voorbehouden is voor bepaalde weggebruikers door de verkeerstekens F99a tot F101c.”

Art. 3. In artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 1990, 19 december 1991, 9 oktober 1998, 14 mei 2002, 18 december 2002, 27 november 2003, 26 april 2004, 29 januari 2014 en 21 juli 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht: <0}

1° punt 6.4.1 wordt vervangen als volgt:

“ 6.4.1. De verkeersborden met de hieronder aangegeven vorm hebben volgende afmetingen:


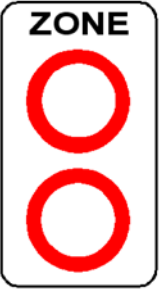
Vorm van het bord Snelheidsbeperking				
Hoger dan 90 km/u	1,10 m	0,90 m	0,90 m	0,90 m
Hoger dan 50 km/u en lager dan of gelijk aan 90 km/u	0,90 m	0,90 m	0,70 m	0,40 m 0,90 m voor de borden B11 en B13
Hoger dan 30 km/u en lager dan of gelijk aan 50 km/u	0,70 m	0,90 m	0,60 m	0,40 m 0,90 m voor de borden B11 et B13
lager dan of gelijk aan 30 km/u	0,40 m	0,40 m	0,40 m	0,40 m

De afmetingen van de borden die overeenkomen met een lagere snelheidslimiet mogen worden gebruikt, rekening houdend met de plaatselijke omstandigheden en bij herhalingen op de linkse kant.

Aan het einde van een zone met een snelheidslimiet lager dan of gelijk aan 30 km/u mag de reeks borden met grotere afmetingen gebruikt worden.

De borden met zonale draagwijdte hebben afmetingen van 0,60 m x 0,90 m. Deze afmetingen kunnen worden teruggebracht tot 0,40 m x 0,60 m, afhankelijk van de plaatselijke omstandigheden.

De borden met zonale draagwijdte met twee reglementeringen hebben afmetingen van 0,60 m x 1,60 m. Deze afmetingen mogen worden teruggebracht tot 0,40 m x 1,00 m rekening houdend met de plaatselijke omstandigheden.

		
	0,60 m x 0,90 m	0,60 m x 1,60 m
Uitzonderingen door plaatselijke omstandigheden	0,40 m x 0,60 m	0,40 m x 1,00 m

2° punt 6.4.2 wordt vervangen als volgt:

“ 6.4.2. Bij de beoordeling van de in artikel 6.4.1. bedoelde plaatselijke omstandigheden moet met name rekening worden gehouden met de volgende elementen:

1° de smalheid van de rijbaan of van de berm;

2° de noodzaak om het bord op een kleine verkeersgeleider te plaatsen.” ;

3° punt 6.4.3 wordt vervangen als volgt:

“ 6.4.3. Voor verkeersborden die een maatregel aankondigen die enkel door fietsers, bestuurders van speed pedelecs en van tweewielige bromfietsen in acht moet worden genomen, mogen deze afmetingen tot minimaal 0,30 m worden teruggebracht.” ;

4° in punt 6.5.1. worden de woorden “in artikelen 6.4.1. en 6.4.2.” vervangen door de woorden “in artikel 6.4.1.” ;

5° punt 6.5.2. wordt opgeheven;

6° punt 6.7.3. wordt opgeheven;

7° punt 6.7.5.1., lid 2, wordt opgeheven;

8° er worden de punten 6.9 en 6.10 ingevoegd, luidend als volgt:

“ 6.9. De gebruikte eenheidssymbolen zijn de volgende: t (ton), km (kilometer), m (meter), u (uur), min (minuut), € (euro).

6.10. Op autosnelwegen wordt de afstand die op de borden en onderborden wordt aangegeven, afgerond:

1° tot de dichtstbijzijnde kilometer als die hoger is dan 5 km;

2° tot de dichtstbijzijnde halve kilometer als die tussen 2 en 5 km ligt;

3° tot de dichtstbijzijnde 250 m als die tussen 1000 en 2000 m ligt;

4° tot 50, 75, 100, 150, 200, 250, 400, 500, 600, 750 of 800 m als die lager dan 1000 m is.

Op wegen wordt de afstand die op de borden en onderborden wordt aangegeven, afgerond:

1° tot de dichtstbijzijnde kilometer als die hoger is dan 5 km;

2° tot de dichtstbijzijnde halve kilometer als die tussen 2 en 5 km ligt;

3° tot de dichtstbijzijnde 250 m als die tussen 500 en 2000 m ligt;

4° tot 10, 15, 20, 25, 50, 75, 100, 150, 200, 250, 300 of 400 m als die lager dan 500 m is.

In afwijking van de bepalingen van lid 2, wanneer de verkeerstekens uitsluitend bestemd zijn voor voetgangers en fietsers, wordt de afstand die op de borden en onderborden aangegeven wordt, afgerond:

1° tot de dichtstbijzijnde kilometer als die hoger is dan 5 km;

2° tot de dichtstbijzijnde halve kilometer als die tussen 2 en 5 km ligt;

3° tot de dichtstbijzijnde 100 m als die tussen 500 en 2000 m ligt;

4° tot de dichtstbijzijnde 50 m als die tussen 100 en 500 m ligt;

5° tot 10, 15, 20, 25, 30, 40, 50 of 75 m als die lager dan 100 m is.”.

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde besluit wordt punt 7.4 vervangen als volgt:

« 7.4.

Verkeersbord A13. Uitholling overdwers of ezelsrug.

Enkel een doorgang met oneffenheden in de rijbaan die gevaarlijke schokken kunnen veroorzaken voor voertuigen of die tot gevolg kunnen hebben dat ze hun wegligging verliezen, mag worden gesignaleerd.”

Art. 5. In artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 28 juni 1978, 20 juli 1990, 19 december 1991, 11 maart 1997 et 9 oktober 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 8.1, 2°, lid 2, wordt punt a) vervangen als volgt:

“a) wanneer het bord B1 wordt geplaatst op een pad, een aardeweg of een openbare weg die op een kruispunt uitmondt dwars door een verhoogd trottoir of een fietspad.”;

2° in 8.1 wordt punt 4° vervangen als volgt:

“De borden B1, B5 of B17 worden geplaatst bij de uitgangen van de erven en woonerven die op een kruispunt uitmonden. De borden B1 of B5 worden geplaatst aan de uitgangen van de voetgangerszones die op een kruispunt uitmonden. Deze borden worden niet aangekondigd door de borden B3 of B7.” ;

3° in 8.3, 3°, lid 2, wordt punt a) vervangen als volgt:

“a) wanneer het bord B5 geplaatst wordt op een pad, een aardeweg of een openbare weg die op een kruispunt uitmondt dwars door een verhoogd trottoir of een fietspad.”; 4° in 8.5, 3°, wordt punt a) vervangen als volgt:

“a) wanneer het bord B1 of B5 geplaatst wordt op een pad, een aardeweg of een openbare weg die op een kruispunt uitmondt dwars door een verhoogd trottoir of een fietspad.”;

5° in 8.5 wordt een punt 7° ingevoegd, luidend als volgt:

“7° In de bebouwde kom is het niet noodzakelijk om het bord B9 te plaatsen waar de bestuurder tijdig kan zien dat voertuigen die van rechts naderen geen voorrang krijgen, door de aanwezigheid van een stopstreep die het bord B5 aanvult, een streep “voorrang verlenen” die het bord B1 aanvult of door de continuïteit van het verhoogd trottoir.”; 6° in 8.8 wordt punt 1° aangevuld met volgend lid:

“De vereenvoudigde weergave van de plaatsgesteldheid op het bord B15 wordt bereikt door gebruik te maken van een van de volgende bordes:



7° in 8.8, 3°, wordt punt a) vervangen als volgt:

“a) wanneer het bord B1 of B5 geplaatst wordt op een pad, een aardeweg of een openbare weg die op een kruispunt uitmondt dwars door een verhoogd trottoir of een fietspad.”;

8° in 8.8 wordt een punt 6° ingevoegd, luidend als volgt:

“6° In de bebouwde kom is het niet noodzakelijk om het bord B15 te plaatsen waar de bestuurder tijdig kan zien dat voertuigen die van rechts naderen geen voorrang krijgen, door de aanwezigheid van een stopstreep die het bord B5 aanvult, een streep “voorrang verlenen” die het bord B1 aanvult of door de continuïteit van het verhoogd trottoir.”; 9° in 8.9, 2°, worden de punten e) en f) ingevoegd, luidend als volgt:

“e) wanneer een van de rijbanen die het kruispunt vormt, is opgedeeld in rijstroken tot aan het kruispunt.

f) wanneer de bestuurders op de openbare weg rechts afkomen dwars door een verhoogd trottoir of fietspad, hebben ze niettemin voorrang van rechts.”; 10° punt 8.10 wordt vervangen als volgt:

“8.10 De bordes B1, B5, B9 en B15 mogen enkel worden geplaatst als het behoud van de voorrang van rechts de vlotte of veilige doorstroming van het verkeer in de weg zou staan, vanwege de aard en de dichtheid van het verkeer of de plaatsgesteldheid.”; 11° in 8.11, lid 1, worden de woorden “moet zijn tracé op het kruispunt worden aangeduid” vervangen door de woorden “wordt zijn tracé op het kruispunt aangeduid”;

12° in 8.11, lid 2, worden de woorden “wordt geplaatst” vervangen door de woorden “mag geplaatst worden”.

Art. 6. In artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 20 juli 1990, 19 december 1991, 9 oktober 1998, 14 mei 2002, 29 januari 2014 en 21 juli 2014, wordt 11.4.1. 1° opgeheven.

Art. 7. In artikel 12 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het ministerieel besluit van 29 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 12.1bis wordt vervangen als volgt:

“12.1bis.

Bord F4a. Begin van een zone waar de snelheidslimiet 30 km/u is.

Bord F4b. Einde van een zone waar de snelheidslimiet 30 km/u is.

Die bordes moeten afzonderlijk worden geplaatst van de andere verkeersbordes met zonale draagwijdte. Zij mogen evenwel op dezelfde paal worden bevestigd.

Die bordes worden gelijktijdig geplaatst bij alle toegangen en uitgangen van een zone waar de snelheidslimiet 30 km per uur is.

De toegang tot de zone 30 moet duidelijk herkenbaar zijn aan de plaatsgesteldheid, aan een inrichting of aan beide.

De inrichting van de hele zone moet coherent zijn met de snelheidslimiet.

Indien aansluitend bij een schoolomgeving, zoals gedefinieerd in artikel 2.37 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, de mogelijkheid bestaat om een grotere zone 30 af te bakenen, zodat de schoolomgeving hierin vervat kan zijn, dan kan deze meer omvattende zone 30 afgebakend worden, in plaats van alleen maar de strikter geïnterpreteerde schoolomgeving.”;

2° punt 12.1ter wordt vervangen als volgt:

“12.1ter.

Bordes A23 en F4a. Begin van een schoolomgeving.

Bord F4b. Einde van een schoolomgeving.

Behoudens uitzonderlijke gevallen, gerechtvaardigd door de plaatsgesteldheid moet elke schoolomgeving met deze verkeersbordes worden afgebakend.”; 3° punt 12.3bis wordt vervangen als volgt:

“12.3bis.

Bord F12a. Begin van een erf of woonerf.

Bord F12b. Einde van een erf of woonerf.

Die bordes moeten afzonderlijk worden geplaatst van de andere verkeersbordes met zonale draagwijdte. Zij mogen evenwel op dezelfde paal worden bevestigd.

Deze verkeersbordes worden tegelijk geplaatst op alle toegangen en uitgangen van een erf of woonerf.

De toegang tot het erf of woonerf moet duidelijk herkenbaar zijn aan de plaatsgesteldheid, aan een inrichting of aan beide.

De inrichting van de hele zone moet coherent zijn met de snelheidslimiet en het gebruik van de hele openbare weg door voetgangers.”;

4° punt 12.5 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Een voorafgaand overleg vindt plaats tussen de wegenbeheerder en de exploitant van het net van geregelde openbare diensten voor gemeenschappelijk vervoer alvorens toestemming te geven voor het delen van de busstroken met andere weggebruikers.”;

5° punt 12.5bis wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Een voorafgaand overleg vindt plaats tussen de wegenbeheerder en de exploitant van het net van geregelde openbare diensten voor gemeenschappelijk vervoer alvorens toestemming te geven voor het delen van de overrijdbare beddingen met andere weggebruikers.”;

6° punt 12.7 wordt vervangen als volgt:

“12.7. Het nummer van een autosnelweg en van een autosnelwegenring wordt door het bord F23c aangeduid.

Het nummer van de wisselaar wordt door het volgend symbool aangeduid:



7° in 12.9.1 wordt punt 10° aangevuld met een lid, volgend als volgt:

“Bedrijven, industriezones en bedrijfsparken worden door volgend symbool aangeduid:



8° punt 12.13 wordt vervangen als volgt:

« 12.13.

Bord F49. Oversteekplaatsen voor voetgangers.

Dit verkeersbord mag slechts geplaatst worden ter hoogte van een oversteekplaats voor voetgangers.

Op een kruispunt mag het bord F49 enkel worden geplaatst op de voorrangsweg van een kruispunt dat niet door driekleurige verkeerslichten gereguleerd wordt.

Het verkeersbord F49 heeft als afmetingen 0,60 m X 0,60 m.” ;

9° punt 12.13bis wordt vervangen als volgt:

“12.13bis.

Bord F50. Oversteekplaats voor fietsers en bestuurders van tweewielige bromfietsen.

Dit verkeersbord mag slechts geplaatst worden ter hoogte van een oversteekplaats voor fietsers en bestuurders van tweewielige bromfietsen.

Het wordt niet geplaatst aan de oversteekplaatsen voor fietsers en bestuurders van tweewielige bromfietsen die:

1° hetzij gereguleerd worden door driekleurige verkeerslichten;

2° hetzij gelegen zijn in de onmiddellijke nabijheid van een oversteekplaats voor voetgangers aangeduid door een bord F49.

Het verkeersbord F50 heeft als afmetingen 0,60 m X 0,60 m.” ;

10° punten 12.23 en 12.24 worden vervangen als volgt:

« 12.23.

Borden F99a en F101a. Weg of deel van de openbare weg voorbehouden voor het verkeer van voetgangers, fietsers, ruiters en bestuurders van speed pedelecs.

1° deze borden hebben een zijde van tenminste 0,40 m;

2° zij worden door geen enkel onderbord aangevuld;

3° zij worden niet gebruikt voor de bebakening van een voetgangerszone;

4° het uitrijsein F101a mag links achteraan op het inrijsein F99a worden geplaatst;

12.24.

Borden F99b en F101b. Weg of deel van de openbare weg voorbehouden voor het verkeer van voetgangers, fietsers, ruiters en bestuurders van speed pedelecs met aanduiding van het deel van de weg dat aan de onderscheiden categorieën weggebruikers is toegewezen.

1° deze borden hebben een zijde van tenminste 0,40 m;

2° zij worden door geen enkel onderbord aangevuld;

3° In voorkomend geval mogen de symbolen op de borden omgewisseld worden;

4° zij worden niet gebruikt voor de bebakening van een voetgangerszone;

5° de ruimte die aan elke categorie van weggebruikers voorbehouden is moet duidelijk zichtbaar zijn;

6° het uitrijsein F101b mag links achteraan op het inrijsein F99b worden geplaatst.” ;

- 11° in 12.25 worden 1° en 2° opgeheven;
12° punt 12.25*bis* wordt vervangen als volgt:
"12.25*bis*.

Borden F99c en F101c. Weg voorbehouden voor het verkeer van landbouwvoertuigen, voetgangers, fietsers, ruiters en bestuurders van speed pedelecs.

- 1° deze borden hebben een zijde van tenminste 0,40 m;
2° zij worden door geen enkel onderbord aangevuld;
3° zij worden niet gebruikt voor de bebakening van een voetgangerszone;
4° het uitrijsein F101c mag links achteraan op het inrijsein F99c worden geplaatst."

Art. 8. In artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 21 oktober 1980 en 10 juli 1997, wordt punt 14.7 ingevoegd, luidend als volgt:

"14.7 Een weg verdeeld in meerdere rijstroken, de continuïteit van een rijstrook of van een bijzondere overrijdbare bedding voorbehouden aan de voertuigen van geregelde diensten voor gemeenschappelijk vervoer, is niet compatibel met de regulering van een kruispunt met voorrang van rechts."

Art. 9. In artikel 16 van hetzelfde besluit, vervangen bij het ministerieel besluit van 20 juli 1990, wordt punt 1° vervangen door wat volgt:

"1° Overlangse markeringen die een fietspad aanduiden worden aangebracht op de kruispunten wanneer het fietspad deel uitmaakt van een openbare weg gesignaleerd door de verkeersborden B9 of B15 en een fietspad na het kruispunt verder loopt."

Art. 10. In artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 20 juli 1990, 19 december 1991, 9 oktober 1998 en 17 oktober 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 18.3 wordt vervangen als volgt:

« 18.3.

Markeringen van oversteekplaatsen voor voetgangers.

De breedte en de tussenafstand van de stroken die parallel zijn aan de as van de rijbaan overeenkomstig plaat 5 van bijlage 4 bij dit besluit is ongeveer 0,5 m en de lengte ervan is tenminste 3 m."

2° in 18.4 wordt lid 6 opgeheven.

Art. 11. In artikel 19 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het ministerieel besluit van 18 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 19.7 wordt vervangen als volgt:

« 19.7.

Dambordmarkeringen

Deze markeringen bestaan uit witte vierkanten met een zijde van ongeveer 0,50 m.

Ze mogen slechts worden gebruikt voor het begin, het einde, de afbakening en de verbinding van de plaatsen voorbehouden aan voertuigen voor geregelde diensten voor gemeenschappelijk vervoer aangeduid door een voorbehouden strook, een bijzondere overrijdbare bedding en een eigen bedding"; 2° er wordt een punt 19.8 ingevoegd, luidend als volgt:

"19.8. De reglementering mag aangeduid en herhaald worden door een gelijkaardig of vereenvoudigd verkeersbord dat op de grond wordt afgebeeld en door een symbool of een pictogram dat op de grond wordt afgebeeld."

Art. 12. De ministeriële omzendbrief van 23 mei 2011 betreffende de woonerven en erven wordt opgeheven.

Art. 13. De verkeersborden en markeringen die overeenkomstig de bepalingen vóór de inwerkingtreding van dit besluit zijn geplaatst, kunnen tot 31 december 2035 worden gehandhaafd.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2020.

Namen, 30 juni 2020.